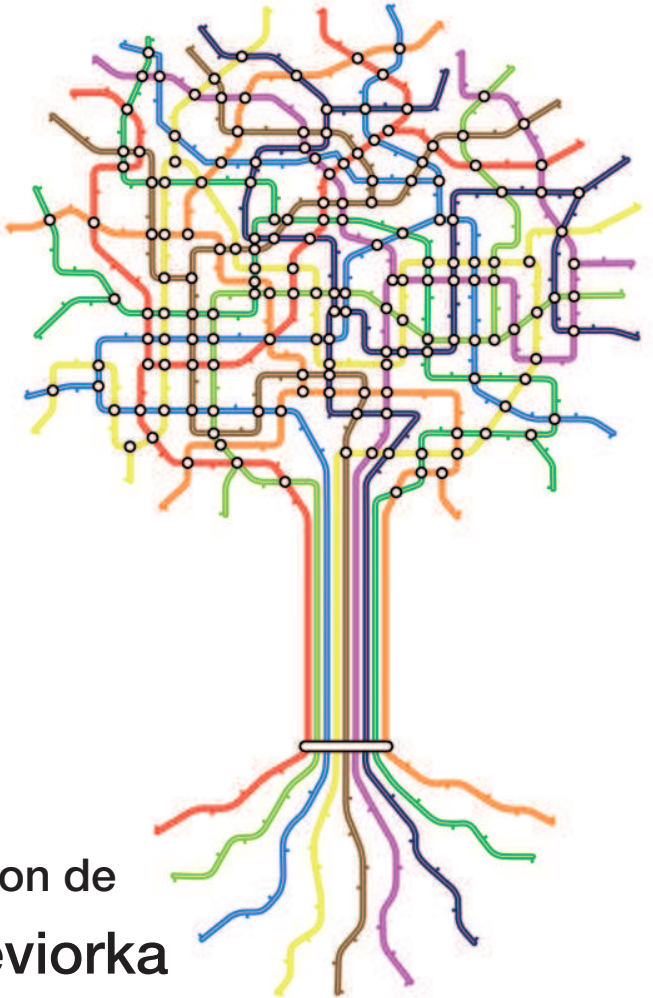


LA VILLE



sous la direction de
Michel Wieviorka

Les entretiens d'Auxerre

Extrait de la publication

Éditions
SCIENCES
HUMAINES

LA VILLE

En application de la loi du 11 mars 1957,
il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement,
par photocopie ou tout autre moyen,
le présent ouvrage sans autorisation de
l'éditeur ou du Centre français du droit de copie.

© **Sciences Humaines Éditions, 2011**
38, rue Rantheaume
BP 256, 89004 – Auxerre Cedex
Tél. : 03 86 72 07 00 / Fax : 03 86 52 53 26
ISBN 9782361061326

LA VILLE

Sous la direction de
MICHEL WIEVIORKA

LES ENTRETIENS D'AUXERRE



Les Entretiens d'Auxerre

Chaque année, les Entretiens d'Auxerre rassemblent autour d'un thème important des personnalités compétentes, françaises ou étrangères, et tous ceux qui désirent participer à un débat de qualité, accessible et ouvert. Les entretiens se veulent résolument pluridisciplinaires et mobilisent l'histoire, la philosophie, l'économie, la sociologie et, plus largement, les sciences humaines, sans exclure les sciences exactes et la littérature.

La définition du contenu des Entretiens est confiée à un comité scientifique présidé par Michel Wieviorka. Leur mise en œuvre est assurée par le Cercle Condorcet d'Auxerre et la Ligue de l'enseignement de l'Yonne.

Thèmes déjà traités :

- *L'Avenir de l'islam en France* (2002)
- *L'Empire américain* (2003)
- *La Laïcité* (2004)
- *Disposer de la vie, disposer de la mort* (2005)
- *Douce France?* (2006)
- *Nos Enfants* (2007)
- *Se nourrir* (2008)
- *L'Argent* (2009)

La ville n'est pas l'urbain

MICHEL WIEVIORKA

Il y a dix ans tout juste, dans sa livraison d'octobre 2000, le mensuel *Le Monde des Débats* proposait un dossier sur la ville, avec pour titre général : « La ville existe-t-elle encore ? ». Les auteurs s'interrogeaient : ne vaut-il pas mieux parler simplement d'« urbain », et se contenter d'une notion floue indiquant que les humains, aujourd'hui, s'entassent dans des espaces qui ne sont plus ceux de la campagne et du village, mais pas nécessairement ceux de la ville, au sens en particulier de la ville européenne, pensée comme un tout bien délimité, assurant diverses fonctions économiques, administratives, sociales, politiques, et permettant l'urbanité, la vie collective relativement harmonieuse, douce ? Une telle idée fait d'autant plus sens qu'aujourd'hui, plus d'un humain sur deux vit en ville – autant dire que ce qu'on appelle la ville semble devenir l'urbain, un gigantesque fourre-tout notionnel, au plus loin de toute conceptualisation possible.

L'urbain contre la ville

Peut-être même faudrait-il carrément opposer la ville et l'urbain, et faire de l'une le bon objet, de l'autre le mauvais : d'un côté, un univers construit à échelle humaine, sans démesure, fonctionnel, fort d'une histoire dont les marques se donnent à lire, y compris lorsqu'elles se sont déposées les unes sur les autres, et même si elles donnent l'image d'un chaos, comme celui que décrit Freud à propos de Rome, dans *Malaise dans la civilisation* – en gros : si l'on veut

comprendre ce qu'est un rêve dans sa complexité, le plus simple est de penser à la ville de Rome aujourd'hui, où s'entremêlent les restes d'un passé épais de trois mille ans ou presque. D'un autre côté, l'urbain, hétéroclite, sans identité, sans épaisseur historique, où se juxtaposent au gré des arrivées des habitants et des intérêts économiques des équipements et des centres commerciaux, de l'habitat sans âme, des voiries, routières et ferroviaires, sans repères forts et clairs. D'un côté, la ville compacte, favorisant la créativité, y compris économique, l'échange des idées, la rencontre des cultures, le cosmopolitisme dont parlent de plus en plus les chercheurs dans l'univers anglo-saxon, d'un autre côté l'urbain, la faible densité, les transports automobiles coûteux et longs, l'étalement sans fin dans l'espace, les risques pour l'environnement. D'un côté, la ville intégrée socialement, forte d'une grande mixité sociale et culturelle, d'un autre côté, l'urbain ségrégué, avec ses ghettos pour riches, dont Éric Maurin a souligné le développement en France, et ses ghettos pour pauvres, dont Didier Lapeyronnie a fait l'analyse, là encore pour notre pays¹.

Le paradoxe, dans cette opposition, est que l'adjectif « urbain », lorsqu'il renvoie à l'urbanité, est du côté de la ville, et non de celui que nous appelons ici l'urbain.

Sortir des images trop simples

Mais tout n'est pas aussi simple, aussi dichotomique. Il existe, il a en fait toujours existé une infinité de formules, allant de la ville plus ou moins mythique de l'âge d'or européen, où la qualité des relations entre individus aurait atteint des sommets, jusqu'aux périphéries, et autres zones périurbaines, dominées par la culture de l'automobile. Il en est de la ville comme de bien d'autres domaines de la vie collective : il faut sortir de l'idée d'un modèle unique à privilégier, et accepter l'idée de la grande variété des types de villes

1. Éric Maurin, *Le Ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, La République des idées/Seuil, 2004 ; Didier Lapeyronnie, *Ghetto urbain – ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Robert Laffont, 2008.

possibles, tout comme il faut en finir avec l'idée de la *one best way* dans les organisations, ou reconnaître l'utilité de la diversité sociale, mais aussi culturelle ou ethnique dans la vie collective. Et il faut éviter les stéréotypes, les idées toutes faites, qui font par exemple de la ville une source merveilleuse d'hospitalité, d'espérance, d'émancipation, de liberté individuelle et d'anonymat, en opposition au village – la ville peut aussi avoir sa face d'ombre, la promiscuité, les espaces de relégation par exemple. Les « Cités », les « quartiers » populaires, en France, peuvent devenir inhabitables tant y règnent de problèmes, mais leurs habitants peuvent aussi y être attachés, comme on le constate dans ce pays quand, dans le cadre d'opérations de rénovation urbaine, des tours et des barres d'immeubles sont détruites : leurs anciens habitants témoignent souvent d'une grande tristesse à voir ainsi disparaître l'habitat qui a été le leur, et où sont attachés souvenirs et habitudes.

Il faut d'autant plus sortir de la *one best way* et des mythes et des stéréotypes que la ville elle-même est en perpétuelle transformation. Les infrastructures dont elle a besoin ne sont plus, ou plus seulement, celles du XIX^e, voire du XX^e siècle, même si elle redécouvre en Europe par exemple, le tramway ; les populations ne sont plus les mêmes et leurs attentes changent considérablement. Les bâtiments n'ont plus les mêmes usages que par le passé, les circulations des personnes ne sont plus les mêmes.

Cette évolution est particulièrement sensible s'il s'agit de l'histoire. De plus en plus, l'histoire est dans la ville, et non plus la ville dans l'histoire, dont le statut du coup devient différent : elle devient mémoire, objet de visites, de musées, de lieux-dits, précisément historiques qui, dans les cas les plus extrêmes, comme Paris, Rome ou Venise, peuvent tendre à faire de la ville, ou de certains de ses quartiers un gigantesque musée, un lieu d'attraction touristique, où l'histoire est comme fossilisée.

La ville globale

Y a-t-il des qualités spécifiques, propres à la ville classique des Européens, qui se perdent ou risquent de se perdre avec l'urbanisation

contemporaine? La densité et la diversité sont le plus souvent mises en avant. La première permet la seconde, elle évite la monotonie, l'homogénéité ; les deux favorisent la citoyenneté, l'existence de ce que des sociologues (Norbert Elias par exemple) ont appelé la société des individus, où ceux-ci peuvent plus facilement échapper à la loi du groupe ou de la communauté. Cela ne veut pas dire que la ville est hostile aux communautés, au contraire, elle peut leur faciliter l'existence, notamment, comme l'ont montré dans l'entre-deux-guerres les sociologues de l'École de Chicago², s'il s'agit de communautés de migrants, qui trouvent dans les quartiers où ils se concentrent par vagues d'arrivée, en fonction de leurs origines nationales ou régionales, non pas des ghettos qui les emprisonnent, mais des espaces de solidarité, des ressources, un sas à partir duquel ils pourront se lancer dans la modernité de leur nouvelle existence et sortir de l'espace urbain initial. La ville est sécurisante pour beaucoup, et comme disait le philosophe Alain, elle est le lieu où quelqu'un veille sur vous durant votre sommeil. Mais ne faut-il pas penser l'inverse, la concentration dans la ville n'est-elle pas anxio-gène, source de peur? Il est intéressant que ceux qui, en France, parlent de malaise social, tel Alain Ehrenberg³, ne mettent pas la ville en cause, mais l'entreprise, ou la société dans son ensemble. La concentration dans la ville n'est-elle pas par ailleurs coûteuse, la rationalité économique ne veut-elle pas que l'on privilégie l'urbain à la ville, les espaces zonés, éclatés, organisés autour de l'automobile? Rien n'est moins sûr si l'on suit les analyses des géographes comme Jacques Lévy, ou les calculs des économistes.

La ville à l'européenne, héritée du Moyen Âge, avec son centre géographique, ses lieux de représentation forte du pouvoir politique et religieux, ses possibilités de contacts et de solidarité (et qui, soit dit au passage, ne correspond pas à un modèle unique, mais à plusieurs, les uns par exemple plutôt tournés vers la sécurité des habitants, les autres plutôt vers l'échange), la ville, donc, peut-elle

2. Cf. Jean-Michel Chapoulie, *La Tradition sociologique de Chicago, 1892-1961*, Seuil, 2001.

3. Alain Ehrenberg, *La Société du malaise*, Odile Jacob, 2010.

résister à la globalisation, qui fabrique plutôt de l'urbain que de la ville? Cette inquiétude est récurrente en Europe, et uniquement ou presque en Europe, où depuis longtemps l'on se préoccupe de l'américanisation des villes, c'est-à-dire de l'éclatement des fonctions dans des espaces sans cesse plus vastes, et de la ségrégation spatiale et sociale qui en résulte. Elle est alimentée par des discours pessimistes relatifs à l'impact ou aux effets des nouvelles technologies et d'Internet. Mais rien n'a jamais démontré que les nouvelles technologies et Internet sont facteurs d'américanisation de l'espace, et donc de passage de la ville à l'urbain. Et plutôt que de se demander si la ville à l'européenne risque d'être laminée par la mondialisation, il vaut mieux se demander ce qu'est la ville globale, la ville dans la globalisation – une question formulée par la sociologue Saskia Sassen il y a déjà une vingtaine d'années⁴.

Pour répondre à cette interrogation, on peut partir d'un principe d'analyse que les marxistes européens des années 1960 et 1970 avaient bien formulée à leur façon lorsqu'ils affirmaient, Henri Lefebvre et Manuel Castells en tête, que la ville donne à voir la projection des rapports sociaux sur le sol. La ville « globale » est d'une certaine façon la projection de la globalisation sur le sol, avec ses réseaux, ses activités de services et de financement, ses industries culturelles ou liées à l'économie du « virtuel » et avec, comme l'explique Saskia Sassen, les exigences complémentaires mais distinctes d'une part des acteurs les plus directement liés aux affaires du monde contemporain, et d'autre part de sa main-d'œuvre immigrée, les uns comme l'autre étant fortement transnationaux. La grande nouveauté peut-être, par rapport au contexte dans lequel écrivaient Lefebvre ou Castells, est que la question sociale, à laquelle ils accordaient un primat absolu, se double aujourd'hui d'une question culturelle : la ville n'est pas seulement l'espace des riches, des pauvres et des diverses strates sociales qui peuvent les séparer, elle ne se réduit pas non plus aux rapports sociaux et économiques qu'entretiennent entre eux de tels acteurs, rapports qui, dans les années

4. Saskia Sassen, *The Global City* : New York, London, Tokyo, Princeton University Press, 1991.

1960, étaient encore, pour un pays industriel comme l'était alors la France, des rapports de production, où une domination sociale s'exerçant dans les usines se donnait à voir dans l'espace habité. La ville continue à donner à voir de tels rapports, mais elle donne aussi à voir leur contraire, les non-rapports sociaux, le drame de ceux qui ne sont pas exploités, mais chômeurs ou précaires. Et surtout, la ville est l'espace où se concentrent diverses diasporas, où des groupes se mélangent culturellement au fil de logiques de métissage, où la religion est vécue sous des formes diverses, où des individus, aussi, s'intègrent, voire s'assimilent à un modèle dominant. Souvent même, la ville est le véritable laboratoire du sociologue, qui y trouve très concrètement posés et vécus les problèmes qui, au niveau plus général de la Nation, voire de la région (comme l'Europe) sont présentés et débattus de façon trop abstraite, trop éloignée des réalités concrètes. C'est ce qui a fait en particulier le charme de l'École dite de Chicago, qui a trouvé dans cette ville durant trois quarts de siècle une source inépuisable d'inspiration et de connaissances.

Inventer des villes ?

Penser la ville aujourd'hui peut passer par une réflexion sur les formes urbaines. Laissée au jeu du marché, de la promotion immobilière, la ville cède devant l'urbain, elle ne peut guère avoir de style, de personnalité. Plus intervient un pouvoir fort, plus un projet architectural et urbanistique peut redonner sens à l'idée de ville. Il en fut ainsi, au moins en partie, pour des villes qui sont le fruit d'une vision puissante, intégrée, exigeante, comme ce fut le cas, plus ou moins, à Brasilia, à Washington et, plus partiellement, à Barcelone ou à Paris et, ce qui est un cas extrême, avec les utopies comme celle, la plus connue certainement, de Shandigar, où la ville est pensée en fonction d'une conception générale du vivre ensemble. Et si la politique peut unifier la ville, l'intégrer, elle peut aussi la diviser, la casser, comme c'est le cas aujourd'hui à Jérusalem ou à Nicosie, comme ce fut le cas dans un passé récent à Berlin, séparée en deux parties par un mur. Jusqu'où peut aller la détermination par un pouvoir fort de ce que doit ou peut-être une ville ? Entre le

pouvoir et la production de la ville, il n'y a pas seulement l'urbaniste qui dessine, met en forme, travaille en phase avec le pouvoir (et qui peut fort bien lui-même, paradoxalement, ne pas aimer la ville) ; il y a aussi la population, qui elle-même est mouvante, plus ou moins stable, notamment aujourd'hui avec le phénomène des migrations. Les migrants se concentrent vite dans des villes, même s'ils partent de zones rurales, pour devenir ces paysans dépayés dont Farhad Khosrokhavar a donné d'excellentes descriptions à propos de Téhéran. Ils y modifient la culture, y compris le type d'habitat, surtout s'ils vivent dans des peuplements illégaux, favelas, bidonvilles par exemple. À la volonté politique s'oppose aussi, pesant lourdement sur les formes urbaines et sur les modalités de l'occupation de l'espace, le jeu des intérêts privés, ou limités, comme je l'ai constaté dans mes premières études de sociologie urbaine, à propos des centres des villes nouvelles en France : les urbanistes ne rêvaient que d'intégration spatiale, ils souhaitaient que s'imbriquent les espaces de bureau, de commerce, de logement, les équipements culturels ou administratifs, etc., là où les promoteurs de centres commerciaux voulaient une marée de parkings autour de la grande surface, où les ministères concernés demandaient à ce que la nouvelle préfecture soit visible de loin et bien dissociée de tout environnement immédiat, etc.

La vie contribue aux changements de la ville et à la production de l'espace, quelle que soit la volonté des planificateurs et autres urbanistes. C'est pourquoi l'analyse, la réflexion doivent toujours prendre leur distance avec le discours de ces acteurs, qui semblent trop souvent considérer que l'urbanisme commande, que le social est secondaire s'il s'agit de la ville, et que selon les formes urbaines qui prévalent, les rapports sociaux en ville pourront s'orienter dans un sens ou dans un autre : malheureusement, il ne suffit pas de changer la ville pour changer la vie, de penser aux formes urbaines, à l'architecture, au type de bâtiment, de voirie, etc., pour mettre fin aux injustices, à l'inégalité, au chômage, à la précarité ou aux tensions qui ne peuvent manquer de jaillir dans un espace urbain. Mais ne pas réfléchir aux formes urbaines, c'est laisser de côté toute volonté de rendre humain l'espace urbain, c'est abandonner aux

forces du marché ou à la bureaucratie le soin de définir les conditions dans lesquelles vivent les populations. Ces enjeux ne sont pas les mêmes lorsqu'existent, d'une façon ou d'une autre, des acteurs soucieux de l'intérêt public et en charge d'une ou plusieurs fonctions urbaines. C'est théoriquement – et souvent pratiquement, même si bien des situations demeurent indignes – le propre du secteur du logement social, en particulier, que de tenter de conjuguer prise en compte des attentes proprement sociales en matière de logement, et efforts pour proposer un habitat qui ne se réduise pas à la stricte fonctionnalité des barres et des tours.

La ville, surtout à l'ère des réseaux, ne doit-elle pas être pensée en référence à la mobilité des acteurs, aux flux qu'elle autorise ou qu'elle interdit? En ce début de *xxi*^e siècle, mobilité est souvent synonyme de transports, qu'il s'agisse de l'automobile ou des transports en commun. La ville, contrairement à l'urbain, doit-elle entrer en guerre contre l'automobile, réduire le trafic, le faire sortir de ses murs, ou le faire payer très cher aux usagers, comme dans ces villes d'Europe du Nord où l'entrée d'un véhicule est l'objet d'un paiement conséquent? Doit-elle, à l'inverse, mettre en place des transports « doux »? Le débat n'est pas seulement technique, ou affaire d'expertise, il met en cause de profondes différences culturelles et sociales.

Les transports « doux », ceux qui relèvent d'un souci de l'environnement et du développement durable, s'inscrivent dans les attentes de couches moyennes ou supérieures éduquées et qui ont déjà, pour l'essentiel, largement goûté aux charmes de la consommation, y compris automobile. Mais pour les plus pauvres, le désir est grand d'accéder à ces mêmes charmes, dont ils n'ont guère profité jusqu'ici. Ainsi, le vélo est susceptible de constituer pour les couches moyennes et supérieures éduquées un progrès par rapport à l'automobile, alors que pour les plus pauvres, il est la marque d'un niveau social singulièrement bas, puisque ne permettant pas d'acquérir l'automobile rêvée. Ce constat, qui distingue au sein d'une même société des catégories aisées et d'autres plus pauvres (mais sans qu'il y ait homogénéité ou unité au sein d'une catégorie), peut aussi opposer les sociétés occidentales les plus développées, comme

on dit, à d'autres, émergentes, qui commencent seulement à accéder aux fruits de la modernité, à la consommation et notamment à l'automobile. Il n'est pas évident que ces sociétés puissent accepter en quelque sorte de sauter du passé (préindustriel, pré-urbain, présociété de consommation, pré-automobiles) à l'avenir écologiste d'un futur où vivre en ville signifierait ne plus se servir de l'automobile, entre nouveautés.

La ville et l'urbain s'opposent donc, plus qu'ils ne se correspondent, même si des villes, très concrètement, se délitent au point d'être prises dans des logiques de décomposition qui les apparentent à de l'urbain, et même si une réelle douceur de vie peut se rencontrer dans l'urbain. Dans l'ensemble, cette opposition non seulement nous semble pertinente, mais elle vient s'ajouter à beaucoup d'autres couples d'opposition dont l'image s'impose dès qu'il est question de la ville : favorable à la citoyenneté et à la démocratie, ou à des formes de pouvoir autoritaire? Ouverte à la modernité, y compris celle du développement durable, comme la ville « verte » de Fribourg, ou repliée sur des conceptions traditionnelles? Propice à l'intégration, ou lourde de tendances à la ségrégation?

Toute réflexion sur la ville semble à ce point conduire à des images contraires – chacune pouvant avoir sa part de vérité – qu'une conclusion s'impose : la ville est le lieu de l'ambivalence, des tendances ou des jeux contradictoires. C'est pourquoi elle fascine et inspire artistes et écrivains.

DE LA NAISSANCE DES VILLES
À L'URBANISATION ABSOLUE

Destin des hommes et destin des villes dans l'Antiquité

ALAIN SCHNAPP

Égyptiens, Mésopotamiens, Chinois se réfèrent à un passé impérial, constitué par la succession des règnes, l'accumulation évidente des vestiges et la continuité des traditions écrites¹. Des millénaires durant, les scribes ont pu déchiffrer les textes de leurs plus lointains prédécesseurs, ils ont pu garder avec les monuments des civilisations du passé un contact direct qui leur permettait de faire parler les choses, d'interpréter la fonction des monuments et d'en établir avec plus ou moins de sûreté la date de fondation. La pratique de l'écriture transmise d'une génération à l'autre est la marque de cette relation à l'Antiquité, elle rend possible la constitution d'un savoir antique qui est une nécessité dans le désir d'autopromotion, de justification et de permanence des pouvoirs. Les souverains proclament la stabilité de leur règne, la puissance de leurs armées, la connivence établie entre eux et leurs dieux. Ce faisant, ils s'adressent autant au présent qu'au futur car ils savent que si imposants que soient leurs monuments, si vastes leurs palais, si solides leurs fortifications, un jour viendra où d'autres les occuperont, les réaménageront, voire les détruiront. Ils le savent d'autant mieux qu'ils ont procédé à des degrés divers de la même manière avec leurs prédécesseurs. Puisqu'ils ne peuvent se prémunir complètement d'une telle issue, il leur convient de négocier la trace qu'ils laisseront à leurs successeurs. Construire des monuments

1. Une version un peu différente de cet essai est parue dans *Mazzo di Fiori*, Festschrift Herbert Hoffmann, Franz Rutzen Verlag, Wiesbaden, 2010 sous le titre : « Les Ruines des cités et les ruines de la nature dans le monde gréco-romain », p. 201-225.

gigantesques, les parer avec les matériaux le plus raffinés n'est pas suffisant. Pour plus de sûreté il importe de frapper les imaginations : la pyramide, le « palais sans rival », la « grande muraille » sont, chacune dans son genre, une construction si imposante qu'elle vaut autant par l'ombre qu'elle produit (au sens que Borges donne à ce mot dans *La Muraille et les livres*²) que par leurs qualités proprement architecturales. Ce type d'architecture a quelque chose de démesuré qui dépasse sa fin propre, il incarne une sorte de transgression qui constitue un outil de propagande autant qu'un instrument de mémoire. Le gigantisme, l'excellence et la démesure sont nécessaires à ce genre de projets, ils ne peuvent cependant porter pleinement leurs fruits que s'ils sont accompagnés par une mémoire plus exigeante encore qui est celle de l'écriture. À travers les inscriptions sur les murs, les tablettes ou les vases de bronze, un discours est adressé aux siècles futurs, car les souverains, leurs architectes et leurs artisans font encore plus confiance à la pérennité des écritures qu'à la solidité des murs qu'ils édifient. Les tablettes de brique crue des Mésopotamiens comme les inscriptions gravées sur les vases de bronze de la Chine ancienne, aussi dissemblables soient-elles, sont la preuve d'une volonté de transmettre au fil des générations des messages qui sont une part même de l'essence des monuments. Si les inscriptions sont perdues, si personne n'est plus capable de les déchiffrer, les monuments ne sont plus des ruines, ils deviennent, au sens de Benjamin Péret, des « ruines, ruine de ruines » c'est-à-dire des objets dont on ne sait ni interpréter la fonction ni l'âge³. Ils témoignent dans l'espace d'une grandeur passée qu'il est impossible de comprendre. De ce point de vue, il faut sans doute distinguer deux types de culture : celles qui postulent une communication entre les générations dont l'écriture est le médium et celles qui ne peuvent s'appuyer que sur la fragilité de la transmission orale. Les grands empires de l'Orient ancien relèvent de la première modalité, les civilisations protohistoriques de l'Europe, de la seconde.

2. Jorge Luis Borges, *La Muraille et les livres*, Œuvres complètes, 1993, p. 673-675.

3. Benjamin Péret, *Ruines, ruine des ruines*, Œuvres complètes, tome VII, 1995, p. 41-43, paru dans *Minotaure*, 12-13, 1939.

Table des matières

Introduction

La ville n'est pas l'urbain

Michel Wieviorka 5

DE LA NAISSANCE DES VILLES À L'URBANISATION ABSOLUE

Destin des hommes, destin des villes dans l'Antiquité

Alain Schnapp 17

La rue, miroir et témoin du changement social

Maurice Garden, Jean-Luc Pinol 47

Quel modèle d'urbanité pour un monde totalement urbanisé ?

Jacques Lévy 67

Entrer en ville, c'est toujours sortir

Pascal Dibie 93

Filmer la ville

Daniel Sauvaget 105

VILLES D'ICI, VILLES D'AILLEURS

Belfast, Beyrouth, Berlin : la ville divisée comme source d'inspiration

Stéphanie Schwerter 117

Téhéran, le théâtre privilégié du Mouvement vert en Iran

Fharad Khosrokhavar 133

Brazzaville, miroir des rêves (post)coloniaux

Joseph Tonda 147

**Nostalgies citadines et production de l'espace
en Afrique du Sud**
Philippe Gervais-Lambony..... 163

GENS DE LA VILLE : HABITANTS ET CITOYENS

Révéler la ville
Hervé Le Bras..... 181

Les villes, laboratoires d'une nouvelle démocratie
Frédéric Gilli..... 203

Le vote des villes
Pascal Perrineau 213

Ville et religion, Dieu change à Paris
Jean Baubérot..... 237

Banlieues, quels enjeux politiques
Henri Rey..... 253

De la manière de faire voyager les Gens du voyage
Anne Gotman..... 267

Habiter, une histoire de toit, une affaire de moi
Sophie Donzel 283

PROGRAMMER LA VILLE

La question du logement ; l'exemple de l'Yonne
Thierry Voiron 305

Val de Reuil : une utopie à reconstruire
Fabrice Barbe, Dominique Verien..... 315